française. Privée de son Parlement et craignant d'avoir perdu avec lui toutes ses libertés , la ville de Grenoble avait remporté , dans la *journée des tuiles* , la première victoire populaire de la Révolution et avait résolu, dans un conseil général tenu le 14 juin 1788 , une convocation générale des municipalités de la province. Toutes les villes et communautés dauphinoises s'étaient empressées de répondre à l'appel de leur capitale , et une nouvelle délibération avait fixé l'assemblée générale au 21 juillet suivant.

Ce fut dans une des salles du château de Vizille que se rendirent les membres du clergé , de la noblesse et du tiers-état , sans observation de rang , ni de préséance entre les personnes de chaque ordre , non plus qu'entre les villes , bourgs et communautés qu'ils représentaient. La séance dura depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures du soir ; remise à quatre heures et demie , elle ne fut rompue que le lendemain vers les trois heures du matin. Toutes les résolutions furent prises à l'unanimité , à l'exception de celle relative à la liberté des élections pour toutes les places dans les états de la province. L'assemblée protesta contre les édits enregistrés militairement le 10 mai à Grenoble ; elle demanda le rappel du Parlement , le rétablissement des tribunaux et la réintégration des consuls Mayen et Revol de la ville de Grenoble ; elle *arrêta que les trois ordres de la province , empressés de donner à tous les Français un exemple d'union et d'attachement à la monarchie , prêts à tous les sacrifices que pourraient exiger la sûreté et la gloire du trône , n'octroieraient les impôts par dons gratuits , ou autrement que lorsque leurs représentants en auraient délibéré dans les États-Généraux du royaume.* Ensuite il fut unanimement résolu que le président serait prié d'exprimer, à M. Périer , seigneur du marquisat de Vizille , combien tous les membres de l'assemblée étaient sensibles au nouveau témoignage de